

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19266 - 74ÈME ANNÉE

Quelques jours après le lancement des travaux de réhabilitation du Palais de la Reine détruit par un incendie, le monument le plus visité de France ravagé par les flammes

## Rova d'Antananarivo et Notre-Dame de Paris : destins croisés



Jeudi dernier à Antananarivo, lancement de la réhabilitation du Rova ravagé par un incendie en 1995.

À cause de l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, Emmanuel Macron a reporté la présentation des mesures qui devaient être annoncées en réponse au mouvement des gilets jaunes. Les dégâts infligés à cet édifice ont suscité une grande émotion en France et dans le monde. En 1995, les Malgaches avaient été victimes d'une catastrophe d'une ampleur comparable avec l'incendie qui détruisit l'intérieur du Rova, Palais de la Reine, symbole de l'indépendance malgache et de l'unité nationale. Jeudi dernier, les travaux de réhabilitation du Rova ont été officiellement lancés. L'objectif est de redonner d'ici l'année prochaine au Palais de la Reine sa splendeur.

Hier en fin d'après-midi, un incendie s'est déclaré dans les combles de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Le feu a pris dans la charpente vieille de 800 ans. Au bout de deux heures, une grande partie du toit et la flèche se sont écroulés. Les dégâts sont considérables. Selon un responsable de la Fondation de l'Oeuvre de Notre-Dame de Strasbourg, il faudra des décennies pour tout reconstruire. Cet incendie a été vu en direct par des millions de personnes dans le monde. L'émotion était grande. Dans les regards de Parisiens ou de touristes, des larmes coulaient. Le président de la République a décidé de reporter la diffusion de l'allocution qu'il venait d'enregistrer. Elle avait pour thème les mesures

prises suite à la crise des gilets jaunes et ne comportait donc aucune référence à l'incendie de ce qui est considéré comme un patrimoine national.

### L'Occident fait front avec la France

Dans le monde, de nombreuses réactions ont souligné que la renommée de cet édifice dépasse les frontières de la France. C'est en effet un des monuments les plus visités au monde, une étape obligée pour les millions de touristes qui foulent le sol de Paris chaque année.

Manifestement, l'édifice sera reconstruit au plus vite, le chef de l'État en a fait une exigence, soutenue par une certaine union nationale sur ce sujet en France. Ces déclarations ne peuvent faire oublier la réduction constante des budgets alloués à la préservation des monuments historiques en France. C'est ainsi que les joueurs du Loto ont été mis à contribution pour financer la conservation de patrimoines. Sans cette austérité, cet incendie aurait-il eu lieu ?

### L'incendie d'un symbole d'unité nationale malgache

Le drame vécu par des Occidentaux a été subi voici près de 25 ans par les Malgaches. Le 6 novembre 1995, un incendie a détruit le Rova, Palais de la Reine, à Antananarivo. Tout l'intérieur du bâtiment et le mobilier sont partis en fumée. Ce fut une perte considérable avec des destructions irréversibles, une catastrophe nationale dans un pays dont sont originaires bon nombre d'ancêtres des Réunionnais.

A Madagascar, le Rova est un symbole de l'unité nationale au sommet duquel flotte le drapeau malgache. C'est en effet là que vivaient les derniers souverains de Madagascar, c'était le siège du pouvoir d'une Grande Île unifiée à la veille de l'invasion française. Quand l'armée coloniale est arrivée aux portes d'Antananarivo, elle prit pour cible le Rova. Un coup de canon fut tiré et l'obus détruisit un édifice situé à quelques dizaines de mètres du Palais. Face au déséquilibre des forces, le drapeau blanc fut hissé. Ce fut le point de départ du pillage de Madagascar par la France, durant les 60 ans d'annexion de la Grande île par l'ancienne métropole coloniale.

Au moment de cet incendie, sans doute aurait-il été moral que la France déblocque des millions d'euros d'aujourd'hui pour reconstruire au plus vite. En effet, si Madagascar se trouve dans une situation difficile actuellement, cela est dû notamment à la colonisation française et à ses conséquences. Cela n'a pas été le cas, et les Malgaches ont dû se débrouiller. Quelques travaux de consolidation ont eu lieu afin de sauver l'édifice. Mais beaucoup restaient à faire.

## Le Rova relevé de ses cendres

Jeudi a eu lieu un grand événement : le lancement solennel des travaux de reconstruction du Rova

par le président de la République Andry Rajoelina. Il s'agit de donner les moyens aux Malgaches de mieux connaître leur histoire, et de renforcer la souveraineté nationale. La fin des travaux est programmée pour l'année prochaine, date du 60e anniversaire de l'indépendance malgache. Cela promet une émouvante célébration, car les Malgaches auront réussi à relever le Rova de ses cendres.

Certains esprits chagrins dénoncent le fait que les fonds consacrés au Palais de la Reine ne sont pas affectés à d'autres fins. Mais pourquoi ne regardent-ils pas vers la France ? Car toute proportion gardée, l'argent public utilisé pour réhabiliter Notre-Dame de Paris ne sera pas destiné à la lutte contre la pauvreté. Et qu'attendent

ces personnes pour demander à la France de rembourser à Madagascar sa dette due au titre du pillage colonial ?

Le Rova d'Antananarivo et Notre-Dame de Paris voient se croiser leur destin. Au moment où un des symboles de l'ancienne puissance coloniale occupant Madagascar partait en fumée, débutaient les travaux pour relever le Rova de ses cendres, un symbole de l'unité nationale malgache retrouvera sa splendeur dès l'année prochaine.

**M.M.**

## Notre-Dame de Paris : questions sur le paiement de la reconstruction

**D'ores et déjà la question de la reconstruction de Notre-Dame de Paris pose plusieurs questions. Le bâtiment et l'entreprise vers qui les soupçons se dirigent étaient-ils assurés ? À combien se monteront les cadeaux fiscaux dont bénéficieront les plus généreux donateurs ?**

Outre l'émotion, l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris a donné lieu à d'importantes promesses de dons. Ainsi, le groupe Pinault, un des plus riches de France, a annoncé la mise à disposition de 100 millions d'euros. Les cagnottes fleurissent sur Internet, tout comme les appels à la souscription tandis que le président de la République a annoncé le soutien de l'État à la reconstruction de l'édifice catholique. Tout ceci a lieu alors même qu'une question n'est pas posée : quel sera le rôle des assurances ? S'il s'avère que la responsabilité vient d'une entreprise en train de réaliser des travaux, difficile de croire qu'elle ne soit pas assurée. Quant au bâtiment lui-même, était-il assuré contre l'incendie ?

Pour financer une reconstruction dont le montant se comptera en centaines de millions d'euros et le temps en décennies, il ne semble pas que la politique d'austérité du gouvernement soit à l'ordre du jour. Des riches vont se précipiter pour contribuer afin sans doute de bénéficier encore d'importantes réductions d'impôts. Jean-Jacques Aillagon, ancien ministre de la Culture, a demandé que s'applique pour les dons une déduction fiscale de 90 % du montant, et qu'une loi soit rapidement votée en ce sens. Cela voudrait donc dire que l'État donnerait 90 millions d'euros au Groupe Pinault en défiscalisation.

Ceci va donc démontrer une fois de plus que contrairement à ce que dit le pouvoir, il y a de l'argent en France dans les caisses de l'État. Et également en Europe, car des gouvernements occidentaux ont promis leur soutien, considérant que Notre-Dame de Paris est un patrimoine mondial.

**M.M.**

## Edito

# Les Etats Unis, pays de la Liberté ?

Le 19 décembre 2018, la Ligue de Base-ball cubaine signait avec son homologue des Etats Unis un accord qui garantissait les intérêts des sportifs des 2 pays. C'était un résultat obtenu après 3 années de discussions. Ainsi au lendemain de la signature de l'accord, José Dariel Abreu, déclarait : « Tous les mots ne sauraient exprimer pleinement ma joie et mon enthousiasme sincères lorsque j'ai appris que le commissaire Rob Manfred et Tony Clark avait trouvé un accord avec la Fédération cubaine de baseball. Savoir que la prochaine génération de base-balleurs cubains n'aura pas à subir le sort inimaginable des joueurs cubains qui les ont précédés est la réalisation d'un rêve impossible pour nous tous : mettre fin à l'exploitation des passeurs et des réseaux mafieux sans scrupules, dont les joueurs cubains étaient victimes. Aujourd'hui encore, je me sens toujours harcelé. La prochaine génération de joueurs cubains pourra signer un contrat avec la Ligue majeure, tandis qu'à Cuba, ils pourront disposer de leur argent comme n'importe quel autre joueur du monde, ils pourront revenir à Cuba, ils pourront vivre avec leur famille et ils pourront pratiquer le sport qu'ils aiment en évoluant avec les meilleurs joueurs du monde sans peur ni crainte ».

Eh ! Bien, cet accord vient d'être annulé par Trump. Son conseiller à la Sécurité nationale, John Bolton, a déclaré Vendredi : « si les baseballeurs cubains veulent jouer dans des ligues majeures, ils n'ont qu'à s'enfuir Cuba. » Désormais, on en revient à l'accord de 2015 qui demande à un joueur cubain de signer un engagement «qu'ils ne sont ni membres du gouvernement cubain, ni du Parti communiste, et s'engager à ne plus revenir dans leur pays. » «L'argument avancé par Trump est que l'accord de décembre viole les lois du blocus, soi-disant parce que la Fédération cubaine de baseball (FCB) est une entité gouvernementale alors qu'en réalité «la FCB est reconnue en tant que fédération par tous les organismes sportifs internationaux, et non pas comme une entité gouvernementale.»

Cet éditorial a été conçu à partir d'un article de Granma, paru la semaine dernière par le journal du PC Cubain. En relayant l'information, nous montrons que c'est une plaisanterie quand certaines personnes continuent à citer les Etats Unis comme "pays de la liberté".

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## In pyé d'boi san rasine ? Lo van i zète ali a-tèr !

Dan mon pyé d'kèr, na in doulèr i apèl MCUR. Mi sipoz moin lé pa tousèl. Mi majine in bonpé d'moun La Rényon nana mèm doulèr ké moin. Pou kosa ? Pars in n'afèr konm sa, na poin in bonpé pèp té i pé an avoir é zordi lo prozé la tonm an pane... Mi souvien kan lidé lé éné dann komité santral Parti kominis. Moin la pans tout suit, sa in lidé jényal.

Moin la pans sa, mé an mèm tan, moin la konprann l'avé arienk in minorité d'moun té i san zot lété konsèrné par sa épi té désidé pou ète in aktèr dann trin-la. Pou kosa ? Pars moin lé sir, in bonpé té i pans la kultur i pé pa ète in poin santral la politik nout parti. Pars pou in bonpé, lé zot problèm lé si tèlman inportan ké la kultur té i pas pou in poin sogondèr. Rapèl azot, dann radyo épi dann zournal, in pé té i domann ronons la MCUR pou fé la rout litoral, mèm si té i gingn mèm pa fé in kilomèt la rout avèk lo larzan. Mèm in moun la di amoin, si i kout lo pri in lisé, i vo myé fé in lisé anplis... Konm par azar, sak la mèr in poin final avèk la MCUR la mèr osi in poin final èk la konstriksiyon bann lisé.

Donk zordi, lo projé lé an ta mèm si bonpé travay la fine fé, mé tardra viendra, i fodra fé ali. Kansréti pou bann nouvo zénérasyon konète in pé myé listoir nout péi. Kansréti pou konète ousa nout zansète i sort, koman zot l'ariv shé nou, koman zot la viv, zot la travay, zot la lité. Sa lé inportan sa ? Biensir, sa lé inportan, pars gnor in n'afèr konm sa, sé pa gingn dirij anou dan lo prézan épi l'avnir ! Konète nout listoir ? Sa lé inportan, pou évit bann pyèj nout zansète épi nou mèm la fine tonbé. Konète nout listoir ? Sé konète nout rasine... in pyé d'boi la poin rasine, lo van i zète ali a-tèr.

NB : Pou kosa mi anparl de sa ? Pars dann in rényon zédi soir, in kamarad la di, i fo ni réfléshi pou bien konprann kisa ni lé, ousa ni sort, ousa ni sava. Aprés, li la di ankor, si la MCUR té la, noré té pli fasil pou nou... mé voila, li lé pa la. Sé pou sa ni doi travay ankor plis pou myé konprann lé shoz.

*Justin*